

Au cours des dernières semaines, de potentielles victimes se sont exprimées publiquement sur des épisodes d'intoxication au GHB ou à l'un de ses dérivés. Ce phénomène, aussi appelé soumission chimique, préoccupe et fait réfléchir, autant sur ses conséquences que sur les moyens de contrer ce qui constitue, pour certains, un vrai problème de société.

Drogue du viol

Une recrudescence des intoxications

Difficile de savoir s'il y a réellement plus de cas qu'avant la pandémie. Mais une chose est certaine: la réouverture des bars a fait ressurgir le problème. «Évidemment, pendant les deux ans de la covid, les possibilités de commettre cette agression étaient réduites», souligne la psychologue Natacha Godbout, directrice de l'Unité de recherche et d'intervention sur les TRAUMAS et le COUPLE (TRACE). Les récentes dénonciations n'ont pas manqué de frapper les esprits. «Ça revisite une réalité qui existait déjà, et la réaction a été plus intense avec les victimes qui ont nommé leur expérience», estime M^{me} Godbout, qui est aussi professeure au département de sexologie de l'UQAM. Cette prise de parole a toutefois quelque chose d'encourageant, note la psychologue. «Il y a quand même quelques voix qui s'élèvent pour dire que c'est assez. Qu'on veut une société où il est dit que c'est inacceptable.» Il s'agit pour elle d'un signe montrant que le train du changement est en marche.

La confusion est un état qui hante souvent les victimes d'un épisode d'intoxication. «C'est très handicapant et c'est une impression difficile à contenir. Cette confusion nous laisse dans la brume», constate la psychologue. Cet état s'ajoute au sentiment de ne plus être en sécurité nulle part. Et même si on reste en groupe et qu'on prend toutes les précautions possibles, un problème demeure: tout repose en général sur les épaules des femmes, et on fait encore porter l'odieux aux victimes. C'est pourquoi il s'agit, selon la psychologue, d'un véritable problème de société. On doit arrêter de penser à ce qui a pu pousser le malfaiteur à commettre un tel acte criminel. Minimiser les faits ou en rendre la victime responsable en raison

de son comportement ou de son habillement n'a plus lieu d'être, insiste M^{me} Godbout.

Par ailleurs, peu d'hôpitaux ou de cliniques sont capables de prendre en charge les victimes d'une soumission chimique dans les heures qui suivent l'intoxication. Le temps est crucial, considérant que cette drogue est présente pendant moins de 12 heures dans l'urine et à peine quelques heures dans le sang. En fait, seuls 89 hôpitaux ou cliniques sur plus de 600 établissements de santé partout dans la province sont en mesure d'offrir l'intervention médicosociale aux personnes victimes d'agression sexuelle. Cette déficience de la réponse sociale n'aide en rien les victimes, qui se sentent souvent abandonnées, autant par les systèmes de santé que par la justice. «Les victimes réapprennent que [les institutions] ne répondent pas bien et ne sont pas là pour elles», estime Natacha Godbout, qui propose quelques pistes de solution: «Tout d'abord, il faut répondre aux victimes de façon plus sensible. Il faut aussi plus de prévention et de sensibilisation pour empêcher ce genre de crime. Bref, on a besoin d'imaginer une société sécuritaire.»

La limite des sous-verres

Une nouvelle initiative a fait beaucoup jaser au cours des dernières semaines: celle des sous-verres distribués dans des bars à Rimouski afin de déceler la présence de GHB dans les consommations. Ce projet de l'organisme En Tout C.A.S., qui agit auprès des jeunes en difficulté (itinérance, problèmes de santé mentale, toxicomanie, pauvreté, etc.), en collaboration avec l'entreprise Alco Prevention Canada, semble avoir eu un puissant effet de dissuasion auprès des malfaiteurs. Aucun cas d'intoxication n'a été rapporté dans

OUTILS ANTIDROGUE

L'entreprise Alco Prevention Canada affirme avoir reçu des commandes de sous-verres et de couvercles antidrogue d'organismes de prévention pour les femmes, d'universités et de cégeps aux quatre coins de la province. Environ 25 000 sous-verres et 5000 couvercles ont été vendus au cours des dernières semaines. Le test de dépistage des drogues du viol (kétamine et GHB) coûte 5,95 \$ et le lot de 20 couvercles Stop Drogue FDG se vend 24,95 \$.

la ville depuis la mise en œuvre du projet, souligne le directeur général, Luc Jobin. «Si ça peut décourager ou refroidir les ardeurs de certains, tant mieux. Mais il ne faudrait pas que ça crée un sentiment d'invulnérabilité», prévient-il cependant.

M. Jobin, qui est aussi enseignant en éducation spécialisée au Cégep de Rimouski, souligne que le champ d'action de son organisme est très large et qu'il doit composer avec des moyens limités. Si le projet a eu l'effet escompté sur le terrain et au niveau de la visibilité, la lutte contre ce fléau doit devenir une responsabilité partagée entre plusieurs acteurs de la société. «Nous avons investi quelques milliers de dollars qui ont une grande retombée, mais ce sera notre dernière commande [de sous-verres]. En réalité, ce n'est pas à nous de faire ça, considère M. Jobin. Quitte à augmenter le coût des consommations, les bars devraient avoir du matériel de prévention. Il y a moyen de contrecarrer les effets néfastes de ce problème avec des machines distributrices, par exemple.»

Pour plus d'infos: alco-prevention.com